

Elle comprenait 15 délégations : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Suisse, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Huit de ces délégations composent le bloc de l'Europe centrale et orientale : Bulgarie, Esthonie, Hongrie, Lettonie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie. L'Union des Républiques socialistes soviétiques a protesté dans les *Isvestia* du 18 septembre 1932 et s'est plainte de n'avoir pas été invitée à participer aux travaux de la Conférence de Stresa.

Ces travaux ont abouti à *des recommandations* en matière financière et monétaire, et à *un plan*, en matière économique, de revalorisation des céréales de l'Europe centrale et orientale. C'est une première étape. La Commission de la Société des Nations, pour l'« Union européenne » et la Conférence mondiale économique et financière seront chargées, chacune en ce qui la concerne, d'examiner en détail les modalités de réalisation.

A Stresa, deux commissions, l'une économique, l'autre financière, ont délibéré et ont abouti à une réunion privée, suivie d'une séance publique plénière de toute la Conférence, où les résolutions suivantes ont été prises :

La Conférence a affirmé l'impossibilité d'une réorganisation économique et financière de l'Europe centrale et orientale, *sans un plan pour toute l'Europe*.

Elle a affirmé le péril mortel que court l'Europe, si elle continue à multiplier les entraves à la liberté des échanges. Elle a précisé que ce n'étaient pas seulement les Pays de l'Europe centrale et orientale qui devaient progressivement,